

gouvernement l'automne dernier prévoyant des subventions aux navires de propriété étrangère aussi bien que canadienne.

Ce programme comportait des contrats de 64 millions de dollars pour la construction de navires, dont deux aux chantiers maritimes de Port Weller à St. Catharines, trois à Québec et d'autres à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick. Ce programme va créer beaucoup d'emplois, et est le résultat d'une politique expressément conçue pour cela.

Nous avons annoncé un certain nombre de programmes pour aider les étudiants en été, comme l'a signalé l'orateur précédent. Certaines mesures d'ordre général ont été prises, mais le temps me manque pour entrer dans les détails. Voilà le résultat des conseils pratiques de ceux qui ont une responsabilité spéciale en la matière, monsieur l'Orateur. Je compte sur les économistes dans les universités et ailleurs dans la société canadienne qui ont toute liberté pour évaluer le problème et donner des conseils. Ils ont une grande tâche à accomplir et c'est à eux autant qu'à qui que ce soit de relever le défi.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Après avoir entendu le député d'Ottawa-Ouest (M. Francis), j'ai l'impression, monsieur l'Orateur, que nous n'avons pas assez de problèmes au Canada. En effet, dès que nous réussissons à en résoudre un, nous nous empressons d'en créer un nouveau. A l'entendre, il nous faut créer du chômage pour venir à bout du problème de la hausse des prix et de l'inflation; par contre, si nous voulons résoudre la crise du chômage, nous devons relancer l'inflation et la hausse des prix. Voilà le genre de «sagesse des nations» dont le public commence à avoir assez. C'est de la rhétorique libérale, blasée et petite bourgeoise qui n'est d'aucun secours aux pauvres, aux chômeurs, aux personnes à revenu fixe et aux retraités et pensionnés.

• (4.50 p.m.)

Il est très facile pour nous, à la Chambre, de nous féliciter mutuellement. Je crois que, trop souvent, ceux qui sont au pouvoir ne savent pas ce qu'est le monde à l'extérieur. Combien d'entre eux se sont mêlés aux gens? Combien savent ce que c'est que d'avoir faim ou de n'avoir pas assez d'argent pour acheter des vêtements aux enfants ou pour vivre dans une maison convenable? Je pense qu'ils l'ignorent. Il est très facile de parler des gens au moyen des statistiques, des grands livres ou des dossiers. Il est aisé de considérer notre pays et le monde en termes de produit national brut et de taux de chômage qui varient de 1½ p. 100 dans un sens ou dans l'autre. Nous semblons oublier l'élément humain de la société, et je pense que le député d'Ottawa-Ouest (M. Francis) me l'a encore une fois démontré.

J'ai remarqué hier que le député d'Esquimalt-Saanich (M. Anderson), libéral, a parlé de ce genre de choses. Il est au courant bien mieux que nous, de ce côté-ci de la Chambre, puisqu'il siège au sein du caucus libéral. Ce député prétend qu'il a été relégué dans un coin par l'«establishment» de la majorité.

M. McGrath: C'est honteux.

M. Nystrom: Il dit avoir été informé que le gouvernement avait l'intention de le retirer du comité parlementaire mixte qui enquêtera sur la pollution dans l'Arctique et ailleurs. Selon lui, on ne veut ici que de gens qui restent dans le rang, qui sachent lécher les bottes et qui

se mêlent de leurs affaires. Cela résume à peu près ce que bien des gens commencent à penser du gouvernement du Canada. Il est douillettement installé, très satisfait de lui-même et navigue quelque part dans les nuages.

On a publié hier les pourcentages de chômage pour le mois de février. J'ai remarqué que beaucoup de ministériels semblaient très satisfaits de ce que le nombre des chômeurs n'avait augmenté que de quelques milliers par rapport au mois précédent. Et pourtant, plus de 8.1 p. 100 des Canadiens sont au chômage. Six cent soixante-quinze mille personnes se sont fait inscrire comme chômeurs. Mais ce n'est pas toute l'histoire car des milliers de gens sans travail ne se sont pas fait inscrire et ne figurent pas dans les pourcentages publiés. Beaucoup de ces gens ont des familles. S'il fallait compter toutes les personnes que cela représente, on constaterait probablement que plus de 2 millions de Canadiens sont touchés d'une façon ou d'une autre par le chômage élevé.

Considérons deux ou trois aspects du chômage au pays. Ainsi, il a augmenté au Québec, où il représente actuellement 10.4 p. 100 de l'effectif ouvrier. Dans la région de l'Atlantique, la proportion est de 11 p. 100. On aura beau parler d'unité nationale et d'un seul Canada, si nous voulons qu'il reste uni, toutes les régions doivent être des associés égaux au sein de la Confédération. Le premier ministre (M. Trudeau) et le parti libéral nous ont parlé sur tous les tons des remèdes à apporter, de la façon de débarrasser le pays des disparités régionales et de l'unir. Ce gouvernement a contribué plus que n'importe quel autre dans les annales de notre pays à détruire l'unité chez nous et à dresser les régions les unes contre les autres. Ce sont des facteurs comme le taux de chômage de 10 p. 100 au Québec qui aboutissent à un tel état de choses. Quoi d'étonnant alors à ce que bon nombre de Québécois se disent aujourd'hui: «Nous devrions peut-être songer à sortir de la Confédération.»

M. McGrath: Le taux du chômage est de 15.2 p. 100 à Terre-Neuve.

M. Nystrom: Mon honorable ami signale que le taux du chômage est de 15.2 p. 100 à Terre-Neuve. Il est de 11 p. 100 dans l'ensemble des Maritimes. Voilà une situation, tout à fait inexcusable et la population canadienne ne devrait pas pardonner au gouvernement actuel d'avoir délibérément créé du chômage pour combattre l'inflation. Il a agi ainsi délibérément. Le ministre du Travail (M. Mackasey) s'est vanté à la Chambre le 18 janvier que le gouvernement avait créé du chômage. Il a dit, comme en témoigne le hansard à la page 2507:

Il faut parfois un certain courage pour créer du chômage. Nous avons créé du chômage dans l'industrie textile et... nous en créons probablement, d'une manière temporaire, dans d'autres industries...

M. Douglas: Cela demande aussi beaucoup de bêtise.

M. Nystrom: Mon leader dit que cela demande aussi beaucoup de bêtise. D'après certains économistes, nous avons probablement perdu 5 milliards de dollars de production par suite du chômage élevé au Canada. Cela signifie que les gouvernements au Canada, fédéral, provinciaux et municipaux, ont probablement perdu de 1 milliard à 1 milliard et demi de dollars de recettes fiscales qui leur auraient été acquises si la population avait été au travail et avait réalisé de la production. Les Cana-